

SOUS-PREFECTURE DE COGNAC

A R R E T E

Approuvant le plan de prévention du risque d'inondation de l'agglomération de Cognac par débordement de La Charente

LE PREFET DE LA CHARENTE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et notamment les articles 40.1 à 40.7 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et introduits par la loi 95.101 du 02 février 1995,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 126-1 et R. 126-1,

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau et notamment son article 16,

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1996 prescrivant l'établissement d'un plan de prévention du risque d'inondation de l'agglomération de Cognac comprenant les communes de Saint-Brice, Châteaubernard, Boutiers St-Trojan, Cognac, Javrezac, Merpins, Saint-Laurent-de-Cognac,

VU l'avis des conseils municipaux des communes concernées,

VU l'arrêté préfectoral du 2 février 2000 ordonnant la mise à l'enquête publique du plan de prévention du risque d'inondation de l'agglomération de Cognac,

VU le rapport du commissaire-enquêteur et son avis favorable du 25 avril 2000,

VU le rapport de M. le directeur départemental de l'équipement du 24 juillet 2000,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le plan de prévention du risque naturel d'inondation de l'agglomération de Cognac est approuvé,

ARTICLE 2 : Le périmètre du plan de prévention du risque d'inondation de l'agglomération de Cognac est constitué du territoire des communes de Saint-Brice, Châteaubernard, Boutiers St-Trojan, Cognac, Javrezac, Merpins, Saint-Laurent-de-Cognac.

ARTICLE 3 : Ce plan de prévention du risque naturel d'inondation vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé au plan d'occupation des sols conformément aux dispositions de l'article R. 126-1 du code de l'urbanisme (article 40-4 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée),

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

- Mention en sera également faite dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département,
- En outre, une copie sera affichée dans les mairies des communes concernées pendant un mois minimum.

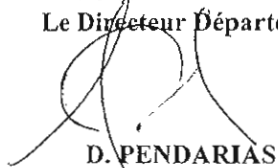
ARTICLE 5 : Les documents relatifs aux prescriptions rendues ainsi opposables sont tenus à la disposition du public dans les mairies, à la préfecture (bureau des affaires juridiques et de la documentation) à la sous-préfecture de Cognac ainsi qu'à la subdivision de l'équipement.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Cognac, les maires de Saint-Brice, Châteaubernard, Boutiers St-Trojan, Cognac, Javrezac, Merpins, Saint-Laurent-de-Cognac, le directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le

31 AOÛT 2000

POUR AMPLIATION
Le Directeur Départemental



D. PENDARIAS

Le Préfet,

Marie-Françoise HAYE-GUILLAUD